

ACO Communiqué

FOR IMMEDIATE RELEASE

The AIDS Committee of Ottawa's (ACO) Board of Directors wishes to acknowledge that speculation surrounding allegations of financial mismanagement on the part of the ACO's Executive Director over several months prior to the 2017 Annual General Meeting persist. The ACO Board of Directors recognizes that a small number of ACO members and other community-based stakeholders continue to raise concerns about the Executive Director's capacity to effectively manage the ACO's financial affairs. Notwithstanding these concerns and divergent points-of-view, a comprehensive internal review is now complete and the ACO's business and management practices have stabilized with the Board of Directors' confidence and to its satisfaction.

Moreover, the Board of Directors can confirm, at this time, that all complaints and concerns were thoroughly investigated externally from legal and financial audit perspectives. It is concluded that the allegations are not supported by evidence of intentional misconduct and there are no meritorious complaints pending.

It is important to note that several new and/or revised policies and control measures were implemented to reassure the ACO's clients, community-based stakeholders, and funding agencies that ongoing internal management practices meet specific standards going forward:

- New and/or enhanced policies are in place, including the *Signing Authority Policy*, the *Employee Cash Advance Policy*, the *Management Vacation and Overtime Policy*, and the *Agency Credit Card Policy*.
- Additional procedures are implemented, including an enhanced monitoring role of the Treasurer.
- Measures are in place to heighten focus on the ACO's *Board Governance Policy* and *By-Laws* specifically related to governance and management due diligence, and to conflict of interest guidelines.

The ACO's Board recognizes the implications of historic structural issues that affected the Executive Director's working and reporting relationships with the Board and its Executive Committee. We worked in earnest to mitigate these barriers going forward.

Finally, Mr. Khaled Salam was fully reinstated as the ACO's Executive Director at the January 10, 2018 meeting of the Board of Directors with full support of the ACO's staff and that of the Board of Directors. Together, we look forward to putting these unfortunate circumstances behind us and look forward to realizing the ACO's vision as highlighted in its 2016-2021 Strategic Plan, to work toward ***"a world where human rights and dignity of people living with, affected by, impacted by and at risk of HIV/AIDS, are respected and realized. A world where societal attitudes, laws and policies facilitate HIV prevention efforts, holistic care, treatment and support."***

Pour diffusion immédiate

Le conseil d'administration du Comité du sida d'Ottawa (CSO) tient à souligner que les spéculations entourant les allégations de mauvaise gestion financière de la part du directeur général du CSO pendant plusieurs mois avant l'assemblée générale annuelle de 2017 persistent. Le conseil reconnaît qu'un petit nombre de membres du CSO et d'autres intervenants communautaires continuent de s'inquiéter de la capacité du directeur général de gérer efficacement les affaires financières du CSO. Malgré ces préoccupations et points de vue divergents, un examen interne complet est maintenant terminé et les pratiques de gestion du CSO se sont stabilisées avec la confiance du conseil et à sa satisfaction.

De plus, en ce qui concerne les questions juridiques et les préoccupations éventuelles en matière de vérification financière, le Conseil peut confirmer qu'une enquête approfondie est terminée et conclut que les allégations ne sont pas étayées par des preuves et qu'aucune plainte méritoire n'est en suspens ou en attente.

Il est important de noter que plusieurs politiques et mesures de contrôle nouvelles et / ou révisées ont été mises en place pour rassurer les clients, les intervenants communautaires et les organismes de financement du CSO que les pratiques de gestion interne actuelles respectent des normes précises.

- Des politiques nouvelles et / ou améliorées sont en place, y compris la *politique de l'autorité de signature*, la *politique d'avance de fonds des employés*, la *politique de gestion des vacances et des heures supplémentaires* et la *politique de carte de crédit de l'agence*.
- Des procédures supplémentaires sont mises en œuvre, incluant et renforçant le rôle de surveillance du Trésorier.
- Des mesures sont en place pour mettre davantage l'accent sur la politique et les règlements administratifs du CSO en matière de gouvernance, de diligence raisonnable en matière de gestion et des lignes directrices sur les conflits d'intérêts.

Le conseil du CSO reconnaît les répercussions des problèmes structureux historiques qui ont eu une incidence sur les relations de travail et d'établissement de rapports du directeur général avec le conseil et son comité exécutif et avec le directeur général et les clients du CSO. Nous avons travaillé sérieusement pour atténuer ces obstacles à l'avenir.

Enfin, M. Khaled Salam est entièrement réintégré à titre de directeur général du CSO avec le plein appui du personnel du CSO, et avec le plein appui et la confiance du conseil d'administration. Ensemble, nous sommes impatients de mettre ces circonstances malheureuses derrière nous et de concrétiser la vision du CSO soulignée dans son Plan stratégique 2016-2021, d'œuvrer pour « ***un monde où les droits de la personne et la dignité des personnes vivant avec le VIH, affectées par le VIH ou à risque du VIH sont respectés et concrétisés. Un monde où les comportements sociaux, les lois et politiques facilitent les efforts de prévention du VIH, ainsi que les soins, le soutien et le traitement holistiques.*** »